

ment se proposait d'appliquer au pouvoir un programme qui « exprime une volonté de lutte contre l'oligarchie bancaire et industrielle » (Léon Blum, discours de Narbonne, 22 avril 1936), un programme qui prévoit contre les fraudeurs du fisc les mesures les plus hardies, qui exige « le contrôle des sorties de capitaux et la répression de leur évasion par les mesures les plus sévères, allant jusqu'à la confiscation des biens dissimulés à l'étranger et de leur contre-valeur en France » ; un programme que le Comité national du Rassemblement populaire lui-même commentait ainsi : « Le gouvernement nouveau devra avec hardiesse et avec une énergie de fer museler les spéculateurs et les déserteurs du franc et imposer aux oligarchies la volonté populaire » (Message du 16 mai 1936), un programme se prêtant d'ailleurs aux interprétations les plus hardies, puisqu'il est dit dans son préambule : « Le Rassemblement populaire... ajoute que ces revendications urgentes, et par là même restreintes, si elles apportent une première modification au système économique actuel, devront être complétées par des mesures plus profondes pour arracher définitivement l'Etat aux féodalités industrielles et financières » et puisque Léon Jouhaux, secrétaire de la C.G.T., a pu dire que la revendication des nationalisations, s'il se peut qu'explicitement elle ne soit pas inscrite dans le programme du Rassemblement populaire, « implicitement elle y est » (Comité confédéral national, 13 avril 1937).

C'est dans ces conditions et dans cet esprit que nous nous sommes associés, au Congrès de Huyghens, à une motion qui donnait mandat aux représentants du Parti au gouvernement d'appliquer le programme du Rassemblement populaire, de « lutter contre les oligarchies bancaires et industrielles ».

Non seulement lutte contre les trusts, mais aussi lutte pour la paix

La hardiesse avec laquelle le gouvernement de Front populaire devait engager la lutte contre les féodalités capitalistes, il devait également la manifester en matière de paix et de désarmement. Dans le programme du Rassemblement populaire lui-même, nous lisons : « Effort incessant pour passer de la paix armée à la paix désarmée, d'abord par une convention de limitation, puis par la réduction générale, simultanée et contrôlée des armements... Répudiation de la diplomatie secrète,

Le pouvoir politique, même quand on le conquiert par une méthode parlementaire, constitué un grand pas vers la transformation sociale, si on veut utiliser ce pouvoir politique dans un sens révolutionnaire.

action internationale et négociations publiques pour ramener à Genève les Etats qui s'en sont écartés... Assouplissement de la procédure prévue par le Pacte de la S.D.N. pour l'ajustement pacifique des traités dangereux pour la paix du monde. » Dans son « message » du 16 mai, le Comité national du Rassemblement populaire confirmait qu'une des tâches immédiates du nouveau gouvernement serait de « proposer au monde la réduction générale, simultanée et contrôlée des armements ». C'est dans ces conditions et dans cet esprit que nous nous sommes associés au Congrès de Huyghens à une motion dans laquelle était défini ainsi le mandat confié aux ministres socialistes : « RÉDUIRE LE TEMPS DE SERVICE, placer la France au premier rang des nations qui veulent résolument la paix... ».

D'autres assurances nous sont données

Mais ce n'est pas tout. Les engagements pris ne se limitent pas à cela. D'autres assurances — tout aussi importantes — nous furent prodiguées :

1° Il nous fut confirmé que l'on considérerait toujours l'exercice du pouvoir « comme une étape devant conduire » — et conduire rapidement — à la « conquête du pouvoir ». Léon Blum précisa, en effet : « Il s'agit de savoir si, par une action accomplie à l'intérieur du régime actuel, il est possible de préparer dans les esprits et dans les choses mêmes l'avènement inévitable du régime qui reste notre fin et notre but... Il s'agit de savoir s'il est encore possible de distribuer une grande ration de justice et de bien-être, et une grande ration d'espoirs ET D'ESPOIRS PROCHAINS. »

C'est dans ces conditions et dans cet esprit que nous nous sommes associés à une motion affirmant que l'« étape actuelle franchie, c'est vers TOUT LE POUVOIR pour TOUT LE SOCIALISME que le Parti devra diriger sa marche et son activité ».

2° Il nous fut donné l'assurance formelle que le Parti demeurerait indépendant du gouvernement. Léon Blum fut vraiment catégorique sur ce point : « Il faut avant tout, s'écria-t-il, que le Parti ne s'imagine pas une seule minute que sa vie va être désormais concentrée et absorbée dans la vie et dans l'action gouvernementale. Non! le Parti obéissant aux règles qu'il s'est posées à lui-même, accepte un mandat, charge des camarades de l'exécuter, mais lui, Parti, continue, il conti-

Georges MONNET.
(Congrès de Paris, 14-17 juillet 1933.)

nue tel qu'il est, avec sa vie propre, avec sa fonction propre, avec sa mission propre, et rien de tout cela ne doit être affaibli, BIEN AU CONTRAIRE!... Donc, ne pas considérer désormais que c'est le gouvernement de Front populaire, à direction socialiste, qui englobe en lui le Parti. »

C'est dans ces conditions et dans cet esprit que nous nous sommes associés à une motion affirmant : « Le Congrès déclare que la situation nouvelle créée pour le Parti par les événements ne saurait modifier ses conceptions générales ni lui faire abandonner aucun de ses principes, aucun de ses moyens d'action... »

3° Il nous fut donné l'assurance formelle que le gouvernement, pour remplir le mandat à lui confié et briser les résistances des féodalités capitalistes, n'hésiterait pas à s'appuyer en toutes circonstances sur les masses populaires elles-mêmes. Au Conseil national du 10 mai, Léon Blum avait lancé cet avertissement : « Il faut qu'on n'oublie pas qu'il y a derrière nous des masses populaires dont nous sommes les mandataires et les interprètes, des masses populaires auxquelles on n'aurait pas besoin de faire appel deux fois si on s'insurgeait contre leur volonté. »

C'est dans ces conditions et dans cet esprit que nous nous sommes associés à une motion affirmant : « Pour atteindre ces objectifs, le Parti socialiste accepte de conduire au combat... les forces ouvrières et populaires du pays... Les difficultés de l'œuvre gouvernementale ne pourront être surmontées que par une liaison constante avec les masses, QUE PAR LEUR APPUI ACTIF ET VIGILANT. »

Aucune équivoque n'est possible

Donc, aucune équivoque n'est possible en ce qui concerne les engagements pris, la parole donnée par les uns et les autres. Aucune équivoque en ce qui concerne ce que le Parti a voulu, ce que nous avons voulu avec lui. D'ailleurs, à deux reprises, Marceau Pivert est monté à la tribune afin de préciser, en des termes ne pouvant prêter à confusion, dans quel esprit et à quelles conditions nous donnions notre adhésion à la motion qui devenait ainsi une motion d'unanimité : « Il faut... utiliser tous les moyens pour ouvrir le plus

tôt possible la voie vers le pouvoir total pour la classe ouvrière. Ou bien nous aurons un « gouvernement de gauche », ou bien nous aurons un « gouvernement de combat » appuyé sur la classe ouvrière... Oui, unanimité, dans l'action vers le pouvoir ouvrier... » Et, un peu plus tard : « Nous tenons à déclarer que l'exercice du pouvoir par le Parti socialiste, dans le cadre du régime, ne peut aboutir qu'à des palliatifs dont l'importance n'est certes pas négligeable, mais qui se révéleront absolument insuffisants pour résoudre les problèmes de la crise actuelle... C'est pourquoi nous souhaitons que le programme du Rassemblement populaire soit complété par des mesures plus profondes, pour arracher définitivement l'Etat aux féodalités industrielles et financières, ainsi que l'indique le préambule même du programme du Rassemblement.

« ...Ces mesures étant celles définies par nos congrès de Toulouse et de Mulhouse, ainsi que par le Plan de la C.G.T. C'est dans cet esprit et avec cet espoir que nous nous sommes associés à la motion d'unanimité. »

Et si l'on nous objectait maintenant, un peu tard, que ce n'est pas ainsi qu'il fallait comprendre les engagements de Huyghens, que nous avons donné à ces engagements une interprétation qui nous est personnelle, une interprétation « tendancieuse », nous nous bornerions à rappeler dans quel esprit un militant, dont nous sommes loin de partager toutes les conceptions, s'associait, lui aussi, à la motion d'unanimité : « Le gouvernement... devra être un gouvernement de combat... Le gouvernement... ne se contentera pas d'être un gouvernement voulant simplement gérer les intérêts de la société bourgeoise. Il entendra imprimer une impulsion vigoureuse aux mesures de transformation économique et sociale représentées par la nationalisation des industries-clés » (Jean Zyromski, le Populaire, 9 mai 1936).

Une brochure contenant les discours prononcés par Lucien Hérard, René Modiano, Marceau Pivert aux Conseils nationaux des 14 février et 18 avril est à la disposition des militants (prix : 2 francs). S'adresser à Anita Sauvage, 6 bis, rue Pocard, à Levallois (Seine). C. C. postal 351.44.

Encore faut-il que les hommes de confiance du prolétariat puissent se servir de l'appareil de l'Etat pour des fins prolétariennes...

Le Gouvernement Mac Donald s'était donné comme principale tâche de démontrer qu'il pourrait gérer les affaires de la bourgeoisie aussi bien — ou pas plus mal — que n'importe quel gouvernement bourgeois. Et je suis prêt à convenir que cette démonstration a été faite.

J.-B. SEVERAC.
(Lettres à Brigitte.)